

# CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT

---

**Commission statutaire du 4 mars 2014**

---

## **Dispositions statutaires**

---

**Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie**

---

### **Projet de décret portant statuts particuliers du corps des chargés de recherche du développement durable et du corps des directeurs de recherche du développement durable**

Ce projet de décret portant statuts particuliers du corps des chargés de recherche du développement durable et du corps des directeurs de recherche du développement durable propose la fusion des corps de chercheurs de l'ex-institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS) régis par les dispositions du décret n° 86-398 du 12 mars 1986 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'INRETS et ceux de l'écologie régis par les dispositions du décret n° 94-943 du 28 octobre 1994 relatif aux statuts particuliers du corps des chargés de recherche et du corps des directeurs de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement.

Ce projet de fusion de corps s'inscrit dans le prolongement de la création de l'Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux (IFSTTAR), effective depuis l'entrée en vigueur du décret n° 2010-1702 du 30 décembre 2010.

Pour mémoire, l'IFSTTAR, établissement public national à caractère scientifique et technologique, est né de la fusion de l'institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS) et du laboratoire central des ponts et chaussées (LCPC). Cette fusion représente davantage qu'un simple rapprochement administratif des deux structures et pose donc la question de la gestion des personnels chercheurs.

En effet, exercent actuellement au sein de l'IFSTTAR :

- d'une part, des directeurs de recherche et des chargés de recherche issus de l'INRETS et régis par le décret du 12 mars 1986 relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'INRETS (corps propres à l'ex-établissement) ;
- et, d'autre part, des directeurs de recherche et des chargés de recherche issus du LCPC et régis par le décret du 28 octobre 1994 relatif aux statuts particuliers du corps des chargés de recherche et du corps des directeurs de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement (corps ministériel).

Les corps créés par le présent projet de décret ont donc vocation à servir à l'IFSTTAR mais également dans les services du MEDDE ou au sein d'établissements publics sous tutelle. Ainsi, la gestion des corps de chargés de recherche et de directeurs de recherche relèvera pour l'ensemble de ces établissements du ministre chargé du développement durable afin d'en harmoniser la gestion.

L'objectif est de constituer un corps ministériel unique de 314 chargés de recherche et un corps ministériel unique de 130 directeurs de recherche, régis par des règles de recrutement, de gestion, d'évolution de carrière et de reconnaissance académique unifiées. Ce texte doit également permettre de

favoriser la mobilité interne et externe et, à terme, faire converger les régimes indemnitaires. Ces corps répondront ainsi mieux au besoin et au développement de la recherche au sein du MEDDE.

La consultation du conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat est nécessaire sur le fondement de l'article 10 du titre II du statut général des fonctionnaires, qui permet aux corps de chercheurs de déroger, par décrets en Conseil d'Etat, à celles des dispositions du statut général qui ne correspondraient pas aux besoins propres du corps ou aux missions que leurs membres sont destinés à assurer.

L'avis de la commission statutaire du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat est requis sur les dispositions suivantes du projet de décret :

- les articles 5 et 6 qui dérogent à la procédure d'évaluation par un entretien professionnel annuel (article 55 du titre II du SGF) afin de permettre l'évaluation par une instance spécifique ;
- les articles 10, 11, 16 et 17 qui dérogent au principe d'unicité du jury (article 20 du titre II du SGF) en instaurant un jury d'admissibilité distinct du jury d'admission ;
- l'article 21 qui prévoit que les CAP ne sont pas consultées sur les questions d'ordre individuel relatives aux propositions de titularisation et à l'avancement de grade, ce qui est dérogatoire à l'article 14 du titre II du SGF.

Ce projet de décret a fait l'objet d'un examen devant le Comité technique ministériel du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie en date du 18 novembre 2013. Le résultat des votes s'est établi comme suit :

	<b>POUR</b>	<b>CONTRE</b>	<b>ABSTENTION</b>	<b>NE PREND PAS PART AU VOTE</b>
<b>CGT-FSU</b>			6	
<b>FO</b>	4			
<b>CFDT</b>			2	
<b>UNSA</b>			2	
<b>TOTAL</b>	4		10	